

QUESTION 1 : QUEL EST SELON VOUS LE DEGRÉ DE FLEXIBILITÉ DES ACTIFS ENR EXISTANTS (SELON LEUR FILIÈRE OU LEUR TAILLE NOTAMMENT) ? EN CAS DE CONTRAINTES TECHNIQUES OU ENVIRONNEMENTALES, MERCI DE LES PRÉCISER.

**Réponse non confidentielle**

Du point de vue d'un agrégateur la flexibilité d'un actif EnR, c'est-à-dire sa pilotabilité, et dans la mesure où un signal prix rend cette flexibilité économiquement viable, dépend des caractéristiques techniques de la centrale telle que l'existence d'une solution de télé-conduite pour le pilotage à distance, des outils du producteur pour exécuter des demandes d'arrêt, ainsi que des contraintes mécaniques et physiques qui conditionnent les arrêts/redémarrages des centrales et les bénéfices/risques associés (opportunité de gain économique contre risque de non redémarrage).

QUESTION 2 : QUELLES SOLUTIONS PERMETTRAIENT D'OPTIMISER CETTE FLEXIBILITÉ AFIN QUE CES ACTIFS PUISSENT RÉPONDRE À DES SIGNAUX DE PRIX SUR UN PAS DE TEMPS DE 15 MINUTES ? A QUEL COÛT ET DANS QUEL DÉLAI CES SOLUTIONS POURRAIENT ÊTRE MISES EN ŒUVRE ?

**Réponse non confidentielle**

Signal économique permettant aux producteurs les investissements nécessaires pour rendre leurs actifs EnR flexibles/pilotables. Coûts et délais relèvent des compétences des producteurs/ Ne se prononce pas.

QUESTION 3 : MÊMES QUESTIONS POUR LES ACTIFS SUSCEPTIBLES DE SIGNER DES NOUVEAUX CONTRATS DE SOUTIEN EN COMPLÉMENT DE RÉMUNÉRATION.

**Réponse non confidentielle**

Idem

QUESTION 4 : PARTAGEZ-VOUS LES PRINCIPAUX EFFETS DE CHAQUE SOLUTION TELS QUE DÉCRITS PAR LA CRE ? EN IDENTIFIEZ-VOUS D'AUTRES ?

**Réponse non confidentielle**

Oui. Avec les interrogations suivantes.

Option A

- « le coût pour l'Etat serait a priori inchangé par rapport à la situation actuelle » : quels éléments viennent étayer cette hypothèse ?
- Quels effets sur le M0 par filière d'une part, et sur les déviations de valeurs de marché des centrales sous CdR d'autre part avez-vous identifiés et analysés? Quel(s) impact(s) financiers pour les agrégateurs ?

Option B

- « l'Etat pourrait être amené à verser le CR lors de pas de temps à prix négatifs, ou à verser la prime pour prix négatifs en cas de prix spot positifs, ce qui représenterait un surcoût pour les finances publiques ; » : qu'anticipez-vous en terme de formation de prix négatifs en nombre d'épisodes, moyenne de prix négatifs, prix négatif isolé ou séquence de 4 ou plus ?

QUESTION 5 : POUR CHAQUE SOLUTION, QUELLE(S) STRATÉGIE(S) UN PRODUCTEUR ENR SOUTENU PAR LE RÉGIME DU CR DEVRAIT ADOPTER POUR MAXIMISER SES REVENUS ? CETTE(CES) STRATÉGIE(S) VOUS PARAÎ(SSE)NT-ELLE(S) IMPLÉMENTABLE(S) OPÉRATIONNELLEMENT ?

**Réponse non confidentielle**

Ne se prononce pas.

QUESTION 6 : SELON VOUS, PARMIS LES TROIS OPTIONS PRÉSENTÉES, LAQUELLE DEVRAIT ÊTRE RETENUE ? DEVRAIT-IL Y AVOIR UNE DIFFÉRENCE ENTRE LES NOUVEAUX CONTRATS ET LES CONTRATS DÉJÀ EN VIGUEUR OU UNE PÉRIODE DE TRANSITION MINIMALE POUR LES CONTRATS DÉJÀ EN VIGUEUR ?

**Réponse non confidentielle**

L'option A semble la plus favorable du point de vue du bon fonctionnement du système électrique en se rapprochant du temps réel et des besoins d'équilibrage du réseau. Elle incite également les producteurs à se mettre en ordre de marche pour être en position d'optimiser la flexibilité de leurs actifs sur le marché day-ahead, ainsi que les autres marchés et mécanismes prévus dans les règles de marché.

QUESTION 7 : ENVISAGEZ-VOUS D'AUTRES SOLUTIONS QUI POURRAIENT AVOIR DE MEILLEURES PROPRIÉTÉS QUE CELLES PRÉSENTÉES DANS LE PRÉSENT DOCUMENT ?

**Réponse non confidentielle**

Non.

QUESTION 8 : DÉPOSER UNE CONTRIBUTION D'ORDRE GÉNÉRALE

**Réponse non confidentielle**